

## Vie de la recherche – Research news

# Nécessité écologique de changements transformateurs en aménagement et essai de croisements disciplinaires

Sabine Bognon<sup>1,\*</sup>  et Laure Cormier<sup>2</sup> 

<sup>1</sup> Aménagement de l'espace et urbanisme, École d'urbanisme de Paris, Université Paris-Est-Créteil, Laboratoire Lab'Urba, Champs-sur-Marne, France

<sup>2</sup> Géographie, Université d'Angers, UMR Espaces et sociétés, Angers, France

**Résumé** – Le colloque «Contre nature. *Land sharing* ~ *land sparing*. Complexité, diversité et renouvellement des arbitrages entre aménagement et conservation de la nature» s'est tenu à Paris en janvier 2025. Il a exploré les tensions entre aménagement du territoire et conservation de la nature, face à l'urgence écologique et environnementale globale. Centré sur les modèles de *land sparing* (séparation stricte des espaces naturels et anthropisés) et *land sharing* (intégration de la nature dans les espaces aménagés), il a analysé leur pertinence dans des configurations et des contextes spatiaux variés. Cinq sessions ont croisé sciences sociales et sciences de la nature, analysant les politiques publiques, les dynamiques paysagères, les conflits d'usages et les récits d'une transition écologique qui pourrait advenir. L'événement a aussi mis en débat les défis de traduction et d'adaptation de ces concepts pour repenser l'aménagement à l'ère des changements globaux.

**Mots-clés** : aménagement de l'espace / nature / arbitrages / modèles / *land sparing* / *land sharing*

**Abstract – Ecological imperative for transformative changes in planning and testing interdisciplinary approaches.** Held in January 2025 in Paris, the 'Contre nature. Land sharing, land sparing. Balance complexity, diversity and new arbitrations between planning and nature conservation' conference explored the complex balance between land development and nature conservation in the face of escalating environmental and ecological crises. Drawing from the latest IPBES and IPCC reports, it emphasized the urgent need for transformative changes in spatial planning to address biodiversity loss and climate change. The event, structured around the theoretical models of land sparing (separating intensive human activities from protected natural areas) and land sharing (integrating nature within human-modified spaces), fostered interdisciplinary dialogue between ecology, urban planning, and other social sciences. Participants examined how these models can be applied beyond agriculture to urban contexts, highlighting their limitations and the need for hybrid approaches tailored to local socio-ecological conditions. Sessions covered public policy transformations, landscape changes, political dimensions of space, and conflicts over nature's role in urban planning. The event also included an evening session open to the general public, including documentary film screenings, public podcasts listening, and exhibitions showcasing citizen-led environmental initiatives. The conference concluded with a collective reflection on the translation of key concepts into French, highlighting challenges of adapting these frameworks to diverse planning contexts.

**Keywords:** planning / nature / arbitrations / policy models / *land sparing* / *land sharing*

\*Auteur correspondant : [sabine.bognon@u-pec.fr](mailto:sabine.bognon@u-pec.fr)

Début janvier 2025, durant 3 journées, un colloque intitulé « Contre nature. *Land sharing ~ land sparing*. Complexité, diversité et renouvellement des arbitrages entre aménagement et conservation de la nature » s'est tenu à l'Académie du climat à Paris<sup>1</sup>.

Il s'est déroulé dans un contexte marqué par une crise environnementale et écologique globale, dont les manifestations sont désormais irréfutables. Les indicateurs documentent une diminution continue de la biodiversité, estimée entre 2 % et 6 % par décennie, depuis les cinquante dernières années. Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) (IPCC, 2023) et de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES, 2024) mettent en évidence l'interdépendance entre ces crises et les dynamiques d'aménagement du territoire. Tout en étant identifiées comme facteurs centraux de dégradation, l'anthropisation et l'urbanisation du monde sont également sources de leviers stratégiques pour atténuer les impacts de ces crises sur l'environnement, des échelles locales à l'échelle planétaire. Le rapport IPBES de décembre 2024 souligne qu'un changement transformateur est, non seulement urgent et nécessaire, mais également possible, bien que sa mise en œuvre demeure complexe. Le colloque « Contre nature » visait à examiner et à repenser les pratiques d'aménagement des espaces et des territoires à l'aune de l'urgence à construire ce changement transformateur.

Aboutissement et mise en perspective des résultats d'un programme de recherche<sup>2</sup>, ce colloque s'est attaché à analyser les démarches de transition en aménagement, qu'elles émanent d'initiatives publiques ou privées dans des espaces diversifiés, en se concentrant sur les tensions et les compromis entre anthropisation et conservation de la nature. Les sciences de la conservation fournissent une proposition théorique intéressante, articulée autour des modèles de *land sparing* et *land sharing*, qui a guidé l'argumentaire de l'appel à propositions ainsi que les communications et discussions tenues pendant le colloque. Absente à l'origine du cadrage des travaux

du programme de recherche dont ce colloque faisait la clôture, cette proposition conceptuelle s'est avérée particulièrement pertinente pour interpréter les résultats obtenus. L'initiative du colloque est donc de soumettre cette proposition à la communauté scientifique de l'aménagement de l'espace pour tester l'opportunité de son appropriation pour penser, concevoir et analyser les territoires anthropisés et leur rapport aux espaces et aux éléments de nature. L'événement a ainsi permis de construire trois jours de débats mettant à l'épreuve l'interdisciplinarité radicale qui doit se construire face aux crises environnementale et écologique globales, autant qu'il a pu faire dialoguer de manière fructueuse sciences sociales (se rapportant aux territoires, aux sociétés et à leurs fonctionnements) et sciences de la nature (biologie, écologie et écologie du paysage).

Initialement pensés pour analyser les relations entre biodiversité et agriculture (Phalan *et al.*, 2011 ; Karp *et al.*, 2015), les modèles conceptuels de *land sparing* et de *land sharing* sont deux propositions divergentes d'organisation de l'espace pour penser la satiété alimentaire des sociétés humaines en limitant les impacts négatifs sur les fonctionnalités écologiques des espaces productifs. Le *land sparing* préconise des zones de conservation de la nature strictement séparées des zones d'agriculture intensive ; tandis que le *land sharing* implique l'intrication de la nature dans les espaces agricoles.

Les modèles *sparing* et *sharing* ont également été appliqués à des contextes urbains pour évaluer l'efficacité écologique des politiques urbaines en matière d'implantation spatiale de nature urbaine (Lin et Fuller, 2013). Des chercheurs en sciences de la conservation se sont ainsi penchés sur les impacts des formes urbaines sur la biodiversité (Flégeau, 2020), notamment dans une recherche menée sur le terrain japonais (Soga *et al.*, 2014). Ces conclusions conduisent à la proposition d'approches hybrides, combinant des stratégies *sharing* et *sparing* suivant les contextes, afin de maximiser les bénéfices pour la biodiversité tout en optimisant les services écosystémiques pour les populations humaines.

Les travaux en science de la conservation montrent, si c'était à démontrer, la limite des modèles conceptuels lorsqu'ils sont exploités à la recherche de solutions universelles. En somme, *land sparing* et *land sharing*, dans des contextes tant agricoles qu'urbains, révèlent des dynamiques spatiales, sociales et écologiques complexes. Les choix entre ces deux modèles ou l'adoption d'approches combinées sont contingents des spécificités socio-écologiques locales.

L'aménagement de l'espace s'est aussi doté de nombreux modèles (Choay, 1980), faisant (explicitement ou pas) référence à la place de la nature. Dans un ordre chronologique et sans exhaustivité, on peut réinterpréter

<sup>1</sup> Le programme du colloque ainsi que la composition des comités sont disponibles à cette adresse : <https://contrenature.sciencesconf.org/>.

<sup>2</sup> Le projet de recherche Anbiot (Agriculture, nature et biodiversité dans la transition des socio-écosystèmes territoriaux, financement ANR 2020-2025) a exploré les interactions dynamiques entre les sociétés humaines et leur environnement pour mettre en évidence les processus de construction et d'émergence des transitions socio-écologiques dans l'action publique locale, au sens de Fischer-Kowalsky et Haberl (2007), les mobilisations sociales qu'elles suscitent, ainsi que les transformations paysagères qui en découlent.

ces modèles à la lumière de ceux cités ci-dessus : les cités-jardins du Britannique Ebenezer Howard relèvent alors du *sharing*, comme la Broadacre City de l'États-Unien Franck Lloyd Wright ; tandis que la ville fonctionnaliste formalisée en Europe dans la charte d'Athènes évoque plutôt le *sparing*.

Que les modèles viennent des sciences sociales et de l'aménagement ou de l'écologie et du paysage, ils renvoient à des questions à la fois classiques et très contemporaines en aménagement, parmi lesquelles : Comment arbitrer entre urbanisation et préservation d'espaces peu marqués par les humains dans une perspective de zéro artificialisation nette ? Comment lutter contre l'étalement urbain au bénéfice d'espaces agricoles ? Et le faut-il lorsque ces espaces productifs sont intensifs et peuvent aller à l'encontre de la santé globale ? Faut-il privilégier la densité urbaine ou une urbanisation diffuse et respectueuse de l'environnement ? Ces questions et les modèles qui les traversent renvoient finalement à l'opportunité d'adopter, voire d'adapter, la proposition théorique du *land sparing* – *land sharing* pour penser et organiser l'aménagement de l'espace.

## Retour sur le colloque

### La recherche ouverte

Un temps de rencontre avec le public non universitaire a été organisé le premier soir de l'événement. Deux films issus de travaux de recherche ont été projetés et ont donné lieu à une discussion entre les acteurs du monde de la recherche, les réalisatrices (également chercheuses) et le grand public. Le documentaire *Ainsi font(d)*, réalisé en 2021 par la géographe Floriane Chouraqui (Université de Tours) et la monteuse Carmen Alix, en collaboration avec les enseignants et les enfants de l'école de Ceillac (Hautes-Alpes), dans le cadre du projet européen Co-Restart-Adapt, explore les représentations et les stratégies adaptatives des habitants de ce petit village face à l'évolution des conditions climatiques montagnardes et analyse l'injonction à l'adaptation face au changement climatique<sup>3</sup>. Le film de recherche intitulé *L'envol*, réalisé en 2023 par la sociologue Émilie Balteau (Circ, Centre de recherche-crédation sur les mondes sociaux) et produit par la chaire Aménager le Grand Paris, examine l'organisation d'une activité agricole dans une opération d'aménagement et raconte la rencontre de ces deux mondes dont les cultures et les intérêts diffèrent<sup>4</sup>. Deux

autres dispositifs de médiation recherche-société ont été présentés. Le podcast *Les sentinelles du vivant* a été réalisé dans le cadre du projet de recherche Anbiot financé par l'Agence nationale de la recherche<sup>5</sup>. Réalisé en quatre épisodes par la journaliste Louise Régent et produit par Violette Voldoire pour le studio La Houle, il explore la manière dont les sociétés façonnent le paysage en période de prise de conscience écologique : le dialogue entre la journaliste et le public a fait émerger une réception positive de l'écoute des épisodes, révélant le rapport des personnes présentes aux questions soulevées par le podcast sur nos rapports au vivant. Enfin, l'exposition photographique *Jardins collectifs, des espaces de résilience et de construction démocratique*, réalisée par Véronique Popinet dans le cadre de la Grande commande photographique de la Bibliothèque nationale de France en 2022, portait sur des initiatives citoyennes en réponse aux enjeux soulevés par la crise sanitaire du Covid-19. Les personnes et les espaces capturés en images montrent des possibilités de résilience sociale et spatiale et « préfigurent "un monde d'après" déjà là, plus désirable et porteur d'espoir<sup>6</sup> ».

Le colloque a été organisé en cinq sessions plénières et le public (une soixantaine de personnes en continu sur la centaine inscrite pour la totalité des trois jours) a donc bénéficié de l'écoute des contributeurs et contributrices des 22 communications et discuté avec eux. Les travaux présentés dans les différentes sessions se référaient explicitement aux modèles conceptuels de *land sparing* et de *land sharing* définis dans le cadre du colloque. À la fin de chaque session, une discussion animée par deux membres du comité scientifique du colloque et modérée par un ou une troisième permettait de mettre en perspective les communications présentées. Étayées par la pratique théorique et empirique des différents chercheurs et chercheuses, ces discussions ont éclairé la pertinence de la mobilisation des modèles de *sparing* et *sharing* dans le champ de l'aménagement, à l'aune de leurs différentes disciplines. En parallèle du colloque, l'illustratrice Lou Herrmann<sup>7</sup> (elle-même docteure en urbanisme) a joué un rôle de facilitation graphique, croquant tour à tour les postures des prises de parole (parfois avec humour) et mettant en image les enjeux fondamentaux des travaux présentés.

<sup>3</sup> *Ainsi font(d)*, réalisé par Floriane Chouraqui et Carmen Alix (2021) : <https://www.ceillac.fr/wp-telechargements/videos-bs/ainsi-fond-fond-font-vdef.mp4>.

<sup>4</sup> *L'envol*, réalisé par Émilie Balteau (2023) : [https://collections.univ-gustave-eiffel.fr/webdoc/l\\_amenageur\\_et\\_l\\_agriculteur-l/#%C3%89pisode\\_1\\_-\\_L'Envol](https://collections.univ-gustave-eiffel.fr/webdoc/l_amenageur_et_l_agriculteur-l/#%C3%89pisode_1_-_L'Envol).

<sup>5</sup> *Les sentinelles du vivant* (Louise Régent, Laure Cormier, Paula Macé, Sabine Bognon, 2025) : <https://radioparleur.net/2025/01/09/podcast-sentinelles-vivant-nature/>.

<sup>6</sup> *Jardins collectifs, des espaces de résilience et de construction démocratique* (Véronique Popinet, 2022) : <https://commande-photojournalisme.culture.gouv.fr/fr/veronique-popinet-jardins-collectifs>.

<sup>7</sup> <https://www.louherrmann.fr/a-propos/>.

## L'action publique en transition ?

Animée par le géographe Adrien Baysse-Lainé (CNRS), cette session a exploré les dynamiques de transformation de l'action publique face aux enjeux écologiques. La paysagiste Estelle Carlier a présenté le cas du Val-de-Marne, où la territorialisation des espaces naturels sensibles favorise l'attention à la nature en milieu urbain. La géographe Coline Perrin (INRAE) s'est intéressée à l'articulation des politiques foncières d'aménagement rural à travers l'exemple de l'Hérault, tandis que l'urbaniste Marie Fournier (CNAM) et la juriste Maylis Desrousseaux (Université Paris-Est-Créteil) ont analysé les freins institutionnels à l'intégration des objectifs environnementaux dans les politiques territoriales du Mans Métropole. Le sociologue Romain Melot (INRAE), la politiste Camille Prieur (Haut Conseil pour le climat), la géographe Alicia Lagadec (DREAL Bretagne) et l'écologue Guillaume Pain (École supérieure des agricultures) ont questionné le rôle des stratégies patrimoniales privées, *via* les obligations réelles environnementales, dans la préservation de la biodiversité. Enfin, le géographe Hugo Rochard (Université de Lausanne) a présenté les enjeux de renaturation urbaine à travers des initiatives citoyennes à Paris. La discussion consécutive a permis de mettre en perspective ces communications avec les points de vue de Marie Fournier et de Coline Perrin.

## Vers des paysages post-transition

Animée par l'écologue Nathalie Frascaria-Lacoste (AgroParisTech), cette session a examiné comment, dans un contexte de renouvellement de la relation de la société à la nature, certaines initiatives et démarches participent à la transformation matérielle des paysages. La communication de la doctorante en aménagement Lou Valide (École nationale des ponts et chaussées), du modélisateur Olivier Bonin (Université Gustave-Eiffel) et de l'hydrologue urbain Pierre-Antoine Versini (École nationale des ponts et chaussées) a ouvert la discussion en analysant la dimension spatiale de l'artificialisation des sols et ses impacts écologiques. Le géographe Xavier Rochel (Université de Lorraine) a exploré ensuite le phénomène croissant des jardins-forêts en France, avec plus de trois cents initiatives favorisant de nouvelles cohabitations entre sociétés et nature. L'écologue Audrey Marco (École nationale supérieure de paysage), la paysagiste conceptrice Fanny Vesco (Par ailleurs – Paysages), la sociologue Carole Barthélemy (Aix-Marseille Université) et l'écologue Valérie Bertaudière-Montès (Aix-Marseille Université) ont proposé une réflexion sur l'évolution des paysages urbains à travers l'étude du réservoir d'eau potable Lacédémone à Marseille, entre héritage et prospective. Enfin, l'architecte Siméon Naydenov (Université Grenoble-Alpes) et

l'historien-urbaniste Charles Ambrosino (Université Grenoble-Alpes) ont questionné la gestion de l'eau dans le territoire grenoblois, en proposant les concepts de *water sharing*, *water sparing* et *water (re)shaping*. La discussion consécutive a permis de mettre en perspective ces communications avec les points de vue de la géographe Morgane Flégeau et de l'écologue Sébastien Bonthoux (Insa Centre-Val de Loire).

## Production politique des paysages

Animée par la géographe Claire Aragau (Université Paris-Est-Créteil), cette session a examiné la manière dont les politiques publiques façonnent les paysages dans un contexte de transition écologique. La socioanthropologue Anaïs Mohamed (Société nationale de protection de la nature), les écologues Blanche Collard (AgroParisTech), Emmanuelle Baudry (Université Paris-Saclay), Carmen Bessa Gomes (AgroParisTech), Romain Melot et la géographe Mathilde Riboulot-Chétrit (Université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne) ont ouvert la réflexion en analysant l'impact des politiques d'aménagement urbain sur la biodiversité des jardins domestiques, à l'heure des objectifs du zéro artificialisation nette (ZAN). L'urbaniste Julie Rousset (Université Gustave-Eiffel) a démontré que la réintroduction du vivant dans les cimetières parisiens peut être révélatrice de signaux émergents de la transition socio-écologique. Enfin, l'urbaniste Jérôme Rollin (ESPI-Nantes) a examiné le rôle des politiques paysagères périurbaines dans le processus d'artificialisation des sols à travers l'exemple du vignoble nantais. La discussion consécutive a permis de mettre en perspective ces communications avec les points de vue du géographe Hervé Davodeau (Institut Agro Rennes-Angers) et du sociologue Jean-Luc Deshayes (Université de Lorraine).

## Conflictualités sur la place de la nature en aménagement

Animée par le géographe Patrice Melé (Université de Tours), cette session a abordé les conflits liés à la place de la nature dans les dynamiques d'aménagement. Le géographe Stéphane Ondo Ze (Université de Reims-Champagne-Ardenne) a examiné l'impact des clôtures électriques sur les stratégies de préservation de la nature dans les zones rurales. Les géographes Nuscia Taïbi (Université d'Angers), Mustapha El Hannani (Université d'Angers), Said Boujrouf (Université Cadi Ayyad de Marrakech, Maroc), l'agronome Faisa Allouche-Khebour (Institut supérieur agronomique de Chott Meriem, Tunisie), l'écologue Sahraoui Bensaid (USTHB, Algérie) et la géographe Rania Ajmi (Institut supérieur agronomique de Chott Meriem, Tunisie) ont montré comment la végétalisation informelle des trottoirs dans les villes du

Sud serait une réponse des habitants aux lacunes des politiques publiques en matière d'aménagement. Le géographe Cyrille Cobert (Université Paris-Saclay), l'écologue Nathalie Frascaria-Lacoste, l'agronome Ambroise de Montbel (AgroParisTech) et l'économiste Armelle Mazé (INRAE) ont défendu l'hypothèse du succès de la patrimonialisation de la biodiversité dans la plaine de Versailles en tant que modèle porteur d'une réconciliation possible entre ruralité et protection de la nature. L'écologue Pierre Libaud (EHESS) et l'anthropologue Amélia Veitch (EHESS), quant à eux, ont traité de la question de l'enrichissement des terres agricoles littorales en Bretagne, en mettant en lumière les controverses écologiques et les enjeux politiques qui en découlent. La discussion consécutive a permis de mettre en perspective ces communications avec les points de vue de la juriste Maylis Desrousseaux (Université Paris-Est-Créteil) et la géographe Coralie Mounet (CNRS).

## Il était une fois la transition...

Animée par l'urbaniste Laurent Devisme (École nationale supérieure d'architecture de Nantes), cette session a exploré les récits et perceptions qui nourrissent la transition écologique à travers des approches socioculturelles. La géographe Océane Maillard (Université d'Orléans) a proposé une réflexion sur la place des récits environnementaux et leurs rôles dans une conservation de la nature socioculturelle. Le géographe Jean-Noël Consalès (Université Lumière – Lyon 2) et la chercheuse en aménagement Giulia Giacchè (INRAE) ont démontré comment les projets de microfermes urbaines oscillent entre consensus populaire et méconnaissance des enjeux réels. La biologiste Lucia Sylvain-Bonfanti (Université Paris-Cité), les géographes Étienne Grésillon (Université Paris-Cité) et François Bouteau (Université Paris-Cité) ont exploré l'agentivité de la plante comme acteur de la construction de la ville de demain. Enfin, l'agronome-géographe Richard Raymond (CNRS) nous a présenté les résultats d'une enquête sur les permis de végétaliser à Paris, en s'interrogeant sur la manière dont urbanité et nature peuvent coexister. La discussion consécutive a permis de mettre en perspective ces communications avec les points de vue de Nathalie Frascaria-Lacoste et l'environnementaliste Roselyne de Lestrangé (Université catholique de Louvain, Belgique).

## Approfondissement et intensification de l'interdisciplinarité

La traduction des modèles conceptuels *land sparing* et *land sharing* en français a constitué un axe central des discussions menées lors de ce colloque. Ce questionnaire était présent dès la phase d'élaboration de l'appel à

communications, notamment dans le cadre de la définition du titre de l'événement. L'intention initiale était d'opérer une traduction qui, au-delà d'un simple transfert linguistique, permettrait une appropriation critique de ces concepts au sein du champ de l'aménagement et de l'urbanisme. Cependant, les premières tentatives de traduction, avant le colloque, se sont heurtées à des limites sémantiques et conceptuelles, aucun équivalent en français ne parvenant à restituer de manière pleinement satisfaisante la portée et les nuances des termes originaux. En clôture du colloque, un exercice d'intelligence collective<sup>8</sup> a été proposé pour recueillir l'ensemble des propositions de traduction des participants. Ce questionnement collectif a permis d'apporter des éléments de réponse à cette transposition française dans le champ de l'urbanisme. Le terme *sharing* a trouvé des équivalents assez évidents, mettant en évidence la multifonctionnalité (sociale et écologique) des espaces et conduisant à une traduction qui tendrait vers « partage de l'espace ». En revanche, la traduction de *sparing* a suscité des débats plus complexes mais les réflexions ont révélé des enjeux plus larges, ayant trait aux pratiques professionnelles de l'aménagement (zonage, sectorisation) ou de l'écologie du paysage (fragmentation), et aux rapports ontologiques que ces pratiques entretiennent avec le monde.

Ce colloque raconte enfin la nécessité d'approfondir les relations scientifiques existant entre l'aménagement et l'écologie et de les intensifier, notamment dans la pratique opérationnelle (Morin *et al.*, 2016 ; Rode, 2023). La proposition des modèles de *land sparing* et de *land sharing* a montré aussi l'importance de trouver des intersections disciplinaires de dialogue où les sciences écologiques peuvent légitimement se positionner dans le champ de l'aménagement (Groupe sur l'urbanisme écologique, 2022). Ce colloque est une étape dans cette écologisation de la recherche en aménagement (Bognon et Thébault, 2020), notamment du fait de la diversité disciplinaire des participants au colloque et des membres du comité scientifique qui ont nourri les discussions conclusives de chaque session. Si, du côté des sciences du vivant, l'écologie était la seule représentée, dans le champ de l'aménagement, les sciences sociales et de la conception ont presque toutes trouvé une représentation : du paysage à l'architecture et à l'urbanisme, de la sociologie à la géographie en passant par les sciences politiques, le droit, l'économie, l'anthropologie.

Plus largement, le colloque a esquissé une vision programmatique de la recherche en aménagement pour analyser et accompagner les changements transformateurs appelés par l'IPBES : les travaux scientifiques

<sup>8</sup> Chaque participant a proposé une traduction littérale en français des deux modèles conceptuels sur des post-it qui ont ensuite été affichés sur deux grands panneaux dédiés.

présentés permettent d'examiner le rapport de la recherche à l'action d'aménager et même, plus précisément, le rapport des chercheurs aux acteurs politiques et économiques qui sont parties prenantes (souvent indirectement mais avec un pouvoir substantiel) des décisions et arbitrages de l'aménagement. En documentant ces arbitrages, en l'occurrence au prisme des modèles de *sparing* et de *sharing*, il s'agit de faire état des démarches qui conduisent à reconsidérer de manière notoire la place de la nature dans les opérations et les décisions d'aménagement. Cela passe aussi par une médiation plus fluide entre recherche, action et société : la place des écritures alternatives de la recherche, comme la facilitation graphique, le podcast, le film scientifique ou l'exposition d'une série photographique mentionnés plus haut, est incontournable en la matière : c'est un enseignement du succès des temps du colloque dédiés au grand public pour discuter de ces recherches avec la société.

Fortes de la richesse des propositions communiquées et de la densité des discussions qui s'en sont suivies, les organisatrices du colloque en préparent la valorisation, sous la forme d'un ouvrage qui paraît en 2026 (Cormier et Bognon, 2026).

## Références

- Bognon S., Thébault E., 2020. Écologisation. Processus et éthique en réponse aux crises globales, in Bognon S., Magnan M., Maulat J. (Eds), *Urbanisme et aménagement. Théories et débats*, Paris, Armand Colin, 41-61, <https://doi.org/10.3917/arco.bogno.2020.01.0041>.
- Choay F., 1980. *La règle et le modèle. Sur la théorie de l'architecture et de l'urbanisme*, Paris, Le Seuil.
- Cormier L., Bognon S. (Eds), 2026. *Territoria Naturalia. Aménager sans altérer, entre partage et réserve*, Genève, MétisPresses.
- Fléreau M., 2020. *Formes urbaines et biodiversité. Un état des connaissances*, Paris, Éditions du PUCA, <https://www.urbanisme-puca.gouv.fr/formes-urbaines-et-biodiversite-un-etat-des-a2156.html>.
- Fischer-Kowalsky M., Haberl H., 2007. *Socioecological transitions and global change. Trajectories of social metabolism and land use*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Groupe sur l'urbanisme écologique, 2022. *Réinventer la ville avec l'écologie. Frottements interdisciplinaires*, Rennes, Apogée.
- IPBES, 2024. *Summary for policymakers of the thematic assessment report on the underlying causes of biodiversity loss and the determinants of transformative change and options for achieving the 2050 vision for biodiversity of the Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services*, Bonn, IPBES secretariat, <https://doi.org/10.5281/zenodo.11382230>.
- IPCC, 2023. *Summary for policymakers. Climate change 2023: synthesis report. Contribution of working groups I, II and III to the sixth assessment report of the Intergovernmental Panel on Climate Change*, Geneva, IPCC, 1-34, <https://doi.org/10.59327/IPCC/AR6-9789291691647.001>.
- Karp D.S., Gennet S., Kilonzo C., Partyka M., Chaumont N., Atwill E.R., Kremen C., 2015. Comanaging fresh produce for nature conservation and food safety, *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, 112, 35, 11126-11131, <https://doi.org/10.1073/pnas.1508435112>.
- Lin B.B., Fuller R.A., 2013. Sharing or sparing? How should we grow the world's cities?, *Journal of Applied Ecology*, 50, 1161-1168, <https://www.jstor.org/stable/24031413>.
- Morin S., Bonthoux S., Clergeau P., 2016. Le paysagiste et l'écologue : comment obtenir une meilleure collaboration opérationnelle ?, *VertigO*, <https://doi.org/10.4000/vertigo.17356>.
- Phalan B., Onial M., Balmford A., Green R.E., 2011. Reconciling food production and biodiversity conservation: land sharing and land sparing compared, *Science*, 333, 6047, 1289-1291, <https://doi.org/10.1126/science.1208742>.
- Rode S., 2023. *Écologiser l'urbanisme. Pour un ménage de nos milieux de vie partagés*, Lormont, Le Bord de l'eau.
- Soga M., Yamaura Y., Koike S., Gaston K.J., 2014. Land sharing vs. land sparing: does the compact city reconcile urban development and biodiversity conservation?, *Journal of Applied Ecology*, 51, 5, 1378-1386, <https://doi.org/10.1111/1365-2664.12280>.

**Citation de l'article** : Bognon S., Cormier L. 2025. Nécessité écologique de changements transformateurs en aménagement et essai de croisements disciplinaires. *Nat. Sci. Soc.*, 33, 4, 476-481. <https://doi.org/10.1051/nss/2026003>